

Le « kiswahili du monde » en Tanzanie

POUR Julius Nyerere, l'ancien président de la Tanzanie, traducteur de Shakespeare en kiswahili : « l'anglais est le kiswahili du monde » (*Daily News*, Dar es-Salaam, 20 juillet 1988), et cet aphorisme résume bien les réussites, mais aussi les limites de la swahilisation de la Tanzanie. Le choix, fait il y a 20 ans, en faveur de deux langues officielles, l'anglais et le kiswahili, s'est traduit dans les faits ; la généralisation de l'enseignement primaire, à partir de 1977, a produit une génération de Tanzaniens à peu près ignorants de l'anglais, capables de lire et d'écrire le kiswahili, qui très souvent n'était pas leur langue maternelle : une étude récente montre qu'en fin du secondaire les trois quarts des élèves ne comprennent pas un roman simple en anglais ; or ce « kiswahili du monde » est toujours nécessaire à une éducation secondaire et supérieure, de l'avis des responsables tanzaniens.

Le calendrier adopté en 1981, qui prévoyait la swahilisation du secondaire en 1985 et celle du supérieur en 1989, a été reporté et un grand débat national vient de s'engager sur la politique linguistique. Ce report ne fait pas l'affaire des écrivains tanzaniens, qui voient leurs futurs lecteurs s'éloigner au moment où ils s'approprièrent à les conquérir.

Un romancier existentialiste

Forte de 185 membres, l'association des écrivains tanzaniens (UWAVITA) regroupe tous les auteurs du pays. De fait, la Tanzanie fait cavalier seul en ces matières en Afrique : là où une langue nationale est comprise de la majorité de la population, écrite, enseignée, soutenue par l'État, comme en Éthiopie ou à Madagascar, règne la « langue de bois » de l'art révolutionnaire, qui décourage la production littéraire. La liberté d'expression dont jouissent les Tanzaniens, qui vient encore de se marquer par l'organisation d'un séminaire critique sur 20 ans de socialisme (1), a permis l'éclosion et le développement d'une véritable littérature nationale en kiswahili. Romancier et poète, Euphrase Kezilahabi, président de l'association des auteurs, et professeur à l'université, est inquiet pour l'avenir.

Une ancienne tradition de poésie arabe islamique existe sur la côte de l'océan Indien de Lamu à Kilwa. Des poètes de Mombasa, comme Muyaka, l'ont enrichie et ont contribué à en renouveler les thèmes et les formes. Aujourd'hui, une querelle des Anciens et des Modernes divise les poètes tanzaniens. Pourquoi s'en tenir au carcan des formes héritées de la prosodie arabe, demandent les Moder-

nes, emmenés par Kezilahabi? nauté est-africaine en 1977 a porté
Pourquoi ne pas choisir le vers un coup très rude en décembre

Un théâtre engagé

Comme dans beaucoup de pays africains, le théâtre est vivant, et, ici, il est compris de tout le monde ! Penina Mloma anime depuis 10 ans, à partir de l'université, le théâtre Paukwa, une troupe amateur très connue dans le pays, et souvent invitée à l'étranger. Le répertoire comprend aussi bien Wole Soyinka, Athol Fugard, que des créations collectives comme *Ayubu*, l'histoire de Job, revue et corrigée dans le sens de la révolte... Le dernier grand succès du groupe a été *Lina Ubani (Le contrepoison)*, qui raconte la vie d'une vieille femme dont le fils est tué pendant la guerre menée en Ouganda contre Amin. Les maux dont souffre la Tanzanie ne sont pas tous, nous dit la pièce, imputables à cette ruineuse expédition. D'autres causes, profondes et intérieures, sont à rechercher : ce théâtre contestataire jouit ainsi d'un certain espace de liberté, dans la mesure où la situation économique permet d'investir dans de nouvelles productions, et où les créateurs ne se découragent pas. Ainsi Ebrahim Hussein, le plus célèbre homme de théâtre tanzanien, en qui tout le monde s'accorde à louer la qualité de l'écriture et la profondeur de la réflexion dramaturgique, a-t-il quitté l'université, vaincu par les difficultés matérielles qu'il devait affronter : dans une ville où les bus sont rares et chers, quelques aller-retour au campus engluotaient une bonne

Le retour des multinationales

L'édition tanzanienne ne peut compter que sur ses propres forces. Le pays produit, cher, du papier ; les devises font défaut pour acheter des films d'imprimerie ; les lecteurs n'ont plus le sou et le gouvernement tergiverse en matière de politique linguistique. Sombre bilan, qui inquiète le président de l'association des écrivains ! Pourtant, des romans de sexe et de violence, à la couverture aguichante, ont fait leur apparition sur les trottoirs de Dar : ils montrent qu'un public majoritairement lettré, en langue africaine, existe ici, ce qui est une rareté. Or la Tanzanie est souvent absente des ouvrages sur les littératures africaines, ce qui exaspère à bon droit nos interlocuteurs. Aucun roman de Kezilahabi n'est traduit en anglais, ce qui ne laisse pas d'être surprenant ! Seuls les Suédois et les Finlandais semblent s'intéresser au développement de la littérature dans un pays qui vit, comme eux, l'expérience d'un bilinguisme original où la défense de la langue nationale se conjugue avec une expression en anglais à usage international. Sur les 185 membres de l'association, seuls 5 écrivent en anglais, dont un Anglais d'origine, et aucun roman en anglais n'a été publié depuis plus de dix ans...

Le gouvernement, alarmé par la détérioration du niveau de ce « kiswahili du monde » qu'est l'anglais, songe à renforcer son enseignement

bre, a ramené à Dar les multinationales anglaises, à l'affût des marchés que les prêts internationaux leur permettent de financer. Le directeur de *Tanzania Publishing House*, qui compte plusieurs centaines de titres à son catalogue, dont une majorité en kiswahili, Walter Bgoya, sans doute un des éditeurs africains les plus compétents et les plus dynamiques, vient d'être élu président du Collectif d'éditeurs africains (*African Book Collective*) formé à Londres pour stocker, promouvoir et vendre au Nord les

livres d'éditeurs indépendants du Sud. Le retour en force des multinationales l'inquiète : lui qui a tant publié en kiswahili, y compris des traductions de Voltaire, d'Hemingway et de Fanon, ne voudrait pas avoir tiré les marrons du feu pour la grande édition internationale en anglais ou en kiswahili, à l'affût d'un aussi vaste public lettré, choyé par les ONG et les bailleurs de fonds...

Alain Ricard

La dette africaine : à l'aune du risque politique

PENDANT de nombreuses années, la dette africaine n'était pas considérée comme un élément majeur de l'ébranlement du crédit international. Elle ne menaçait ni les banques ni les grands organismes d'assurances publiques des pays exportateurs de biens d'équipement. Les prêteurs se sentaient hors du piège de l'endettement africain et le fardeau du service de la dette pour les États de ce continent ressemblait beaucoup aux calamités naturelles qui le frappent. C'était quelque chose de regrettable, mais sans effet en chaîne sur le système financier, la valeur des grandes monnaies ou des marges de l'industrie bancaire. Les engagements relativement faibles répartis par pays, la garantie de l'État emprunteur, le versement régulier des intérêts semblaient faire

des opérations de restructuration une péripétie sans risques majeurs et, de plus, une source de nouveaux profits. L'idée d'un cartel des mauvais débiteurs africains ou d'une grève des paiements de nations aussi dépendantes de l'extérieur que la Côte d'Ivoire ou le Nigeria était a priori exclue, à la fois en raison de la proximité politique des régimes en place avec l'Occident et au nom de la théorie de l'insuline. Celle-ci considère que les économies de certains PVD sont si mal en point que tout arrêt de la transfusion de ressources extérieures les prive des biens les plus indispensables à leur survie. Une certaine complicité avec les États africains et le sentiment de leur faiblesse se conjugaient avec ce que l'on croyait la faible importance de leurs dettes, rapportées à celles de